

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires: Cette proposition va dans le sens du projet de loi que j'ai défendu devant la Commission des Affaires Étrangères, autorisant l'approbation de l'accord multilatéral de l'OCDE entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays. L'optimisation fiscale entraîne, chaque année, une perte de recettes d'impôt sur les sociétés de 100 à 240 milliards d'euros ! Je contribuerai à mener ce combat. | |

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| | |
|--|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires: Conformément à mes engagements et à mes valeurs, je serai en soutien de toutes les initiatives fiscales visant à combattre les inégalités, protéger les plus démunis et favoriser le progrès social. Je resterai vigilante sur ce point. C'est un combat qui doit effectivement être porté au niveau européen. J'apprécierai les démarches en ce sens. | |

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Absolument. J'ai cosigné tous les amendements allant dans ce sens dans le cadre de l'examen des projets de loi de finances depuis 2014 et je m'y engage dans mon programme pour la prochaine législature. La France doit accentuer ses efforts de solidarité internationale. C'est un impératif et ce doit être un marqueur de notre politique extérieure. | |

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

| | |
|--|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Là encore, j'ai soutenu des amendements en ce sens, notamment pour inclure les opérations financières journalières (dites "intraday") dans la Taxe sur les Transactions Financières. Une harmonisation européenne est nécessaire à ce niveau. | |

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Là encore, j'ai œuvré en ce sens au sein de la Commission des Affaires Étrangères, en augmentant les capacités d'intervention de l'AFD et en œuvrant à une véritable inflexion budgétaire de l'Aide Publique au Développement, plus ambitieuse et plus qualitative. Nous avons également élargi la part réservée aux dons. C'est un combat que je poursuivrai si les électeurs me renouvellent leur confiance. | |

PROPOSITION

6


D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : oui, c'est un point très important de mon programme et je l'ai répété à de multiples reprises : nous devons nous donner les moyens de réunir la croissance verte et la transition énergétique. | |

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

| | |
|---|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires :  | |

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

| | |
|---|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Dans la continuité de l'accord historique de Paris (COP 21), je milite effectivement pour concrétiser ces orientations et faire en sorte que la France soit un leader international pour accompagner et accélérer la transition dans les pays en développement | |

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

| | |
|--|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Je soutiens ces propositions. J'y ajoute que je souhaite la suppression des pesticides et des perturbateurs endocriniens dangereux pour l'Homme. | |

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

| | |
|---|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : Oui, sans réserve. J'ai souhaité, à l'échelle locale, imposer une part majoritaire de circuits courts et bios dans la restauration collective. J'ai signé les textes de loi allant dans le même sens au niveau national. Je suis prête à soutenir les initiatives qui poursuivront ce combat à l'échelle européenne et au niveau onusien. | |

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : J'ai signé plusieurs textes allant dans le sens d'une plus grande solidarité avec les migrants. C'est un impératif moral qui nous oblige. Je l'ai également inscrit dans mon programme pour la prochaine législature, en toutes lettres. | |

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

| | |
|--|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : En janvier 2016, j'ai dit que l'Europe était capable d'accueillir ceux qui appellent à l'aide avec des conditions et avec des règles. La réponse européenne doit être mieux coordonnée. La coopération avec les pays tiers doit être renforcée, car ils sont en première ligne. En échange de l'aide financière qui leur est versée, l'Europe doit exiger davantage d'actions de la part de ces pays - notamment la Turquie - et un total respect du droit humanitaire. | |

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

| | |
|---|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| <p>Commentaires : Le 21 février dernier, j'ai été fier de voter la loi sur le devoir de vigilance des multinationales. Ce fut un marathon législatif de près de 4 ans, mené par la majorité et la société civile. Les mères-mères des grands groupes sont responsables des agissements de leurs filiales et de leurs sous-traitants. Je défends et défendrai toujours une vision de gauche de l'économie : non pas le domaine du plus fort, mais une économie responsable qui se développe en respectant les droits de l'homme, l'environnement et la santé publique.</p> | |

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

| | |
|--|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| <p>Commentaires :</p> <p>_____</p> | |

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

| | |
|--|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : | |

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

| | |
|------------------|-------------------------------------|
| Nom : FOURNEYRON | Date : 23.05.2017 |
| Prénom : Valérie | Signature : |
| Département : 76 | <input checked="" type="checkbox"/> |